

# Agir pour la reconnaissance des familles populaires à Marseille

**N**ous ne savons plus comment qualifier les lieux où nous intervenons : certains les appelleront « quartiers populaires », d'autres « quartiers en développement social », « cités », « zones urbaines

■ Damien BOISSET  
■ Soraya GUENDOZ-ARAB

sensibles », « territoires en difficulté », « quartiers précaires et fragiles ». Ces incertitudes terminologiques peuvent déjà nous interroger sur la complexité à l'œuvre sur ces territoires, mais aussi sur le nombre de politiques locales et nationales et la succession rapide de grandes refondations.

Nous sommes à l'œuvre dans ces quartiers, territoires précarisés à grande majorité habités par des populations rattachées à une histoire coloniale. Des discriminations massives et systémiques à la relégation, en passant par de multiples exclusions, les habitants des quartiers populaires de Marseille font quotidiennement l'expérience de nombreuses violences légales.

Ces populations sont aussi régulièrement présentées dans les médias comme fautives de troubles à l'ordre républicain, un équilibre qui serait mis en danger par leur étrangeté, leur langage, leurs tenues vestimentaires, leur religion et leurs cultures.

Dans un contexte de forte ségrégation ethnique et sociale, l'association d'éducation populaire *Approches Cultures & Territoires* construit avec les professionnels, les élèves et les habitants des quartiers populaires de Marseille des espaces, des outils, des alternatives au sein desquels ceux qui font au quotidien l'expérience de stigmatisations, de relégations urbaines, sont à l'origine d'initiatives collectives et de propositions pour une école plus égalitaire et émancipatrice.

À ce titre, les habitants que nous rencontrons se sentent constamment désignés comme « ennemis de l'intérieur », un peu plus de trente ans après la Marche pour l'égalité et contre le racisme qui avait justement débuté dans ces quartiers populaires de Marseille.

Dans ce contexte, nous souhaitons mettre en lumière l'irréductible singularité des femmes et hommes qui vivent là. Ce qui frappe et qui prédomine dans leurs témoignages : ce sentiment d'injustice, l'insécurité juridique, l'isolement et les nombreux sentiments qui se mêlent entre la peur, l'espoir, le désenchantement, mais aussi des propositions pour une école plus égalitaire et surtout peu entendues et traitées par les politiques locales et nationales.

Nous donnons ici quelques exemples des rencontres que nous organisons à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'institution scolaire, pour faire vivre ces échanges à travers lesquels nous mesurons combien les quartiers populaires sont une partie d'un tout social.

Lors des 30 ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, nous intervenons auprès d'une classe de 5<sup>e</sup>, des élèves réagissent :

Madame, je comprends pas que vous veniez ici nous parler d'égalité !!! Nos ascenseurs puent la pisser, on vit dans des quartiers pourris où ça deale toute la journée, notre école, personne ne veut y aller et de toute façon, on sait que le travail, y'en a pas pour nous.

Oui c'est vrai, dès qu'on sort du quartier, on nous regarde bizarrement, même la dernière fois lors d'une sortie scolaire, alors qu'on était avec notre prof, on s'est fait contrôler, c'est grave quand même.

À l'occasion d'une rencontre-débat autour de la mixité sociale à l'école, les parents témoignent :

Pourquoi on construit des nouveaux collèges mais pas pour nous ? Que faut-il faire pour que nos enfants puissent aller ailleurs, avec les bourgeois ?

Je regrette d'habiter ce quartier, c'est malheureux car je sais que l'école sera moins favorable à la réussite de mon enfant, c'est de ma faute, si j'habitais un autre quartier, c'est sûr, mon enfant aurait pu avoir un vrai métier, faire de vraies études, mais aujourd'hui, il est dans la galère et c'est à cause de ce quartier abandonné, tout le monde s'en fout de nous.

Je comprends pas pourquoi dans nos écoles, il n'y a que des noirs et des Arabes, et après on nous accuse de communautaristes ? Et quand on fait des demandes pour que nos enfants aillent dans d'autres écoles, c'est un non catégorique. C'est très difficile pour une maman d'accepter ça, je me bats, je me bats mais je suis fatiguée.

## **R**ETOUR SUR LA GENÈSE DE L'ASSOCIATION

Approches Cultures & Territoires (ACT) a vu le jour en 2005 à Marseille et a créé en septembre 2006 un centre de ressources indépendant au service des acteurs de l'éducation, de la culture et du travail social. L'objet

en est la lutte contre les discriminations ethniques/racistes/sociales et pour la reconnaissance de tous comme porteurs de culture et d'humanité.

Le constat de départ local était celui de fractures sociales multiples, d'un isolement croissant et du cloisonnement des professionnels et citoyens. Notre expérience a montré l'impasse, sur le moyen terme, d'une démarche ne reposant que sur le militantisme ou sur le professionnalisme. Aussi notre projet associatif s'est voulu à la fois politique et technique. ACT tente de conjuguer un militantisme et une technicité permettant d'être ce que des acteurs de l'Éducation nouvelle ont appelé « marginal sécant », terme ouvert aux interprétations mais signifiant bien notre rapport – et celui de nos thèmes de prédilection – dans la société actuelle.

Parmi les filiations intellectuelles et militantes, citons Jacques Bercque, Pierre Bourdieu, Édouard Glissant, Françoise Lorcerie, Abdelmalek Sayad, Émile Temime, mais aussi la Marche pour l'égalité et contre le racisme ou encore le Mouvement pour les droits civiques.

Le moment fondateur de notre structure a été le colloque national « L'école et la diversité culturelle » organisé par le FASILD (Fonds d'action sociale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) à Marseille, en avril 2005. Pendant deux jours, près de 400 personnes ont réfléchi, débattu, témoigné de tout ce qui se cache derrière le caractère sympathique que révèle ou dissimule le terme de « diversité » : la ségrégation scolaire et spatiale, les questions de laïcité, la relation entre professionnels et publics « immigrés », les discriminations ethniques, raciales, de genre...

## **P**OUVOIR AGIR : AUBAINES ET VERROUS

L'existence et le développement de nos actions tiennent aussi au projet associatif d'ACT, à la crédibilité professionnelle de l'équipe salariée et à un cadre institutionnel favorable, au moins pendant quelques années.

À peine créé, le centre de ressources était associé, avec d'autres acteurs associatifs, à la mise en œuvre de la convention-cadre entre la direction régionale du FASILD et l'académie Aix-Marseille, déclinaison de l'accord national entre les mêmes institutions.

Fait singulier, cette rentrée 2006 était notamment marquée par le début de la chasse aux « sans-papiers » aux abords des établissements scolaires. Autre symbole fort : la convention portait sur les publics incarnant la

diversité culturelle – immigrés et issus de l'immigration, sans compter les Ultramarins – mais était dans les faits centrée sur le public des « élèves nouvellement arrivés » en France. L'important ici n'est pas tant la marginalité dudit public « primo-arrivant » (moins de 1 % du public scolaire) que la représentation sous-jacente : les enfants, petits-enfants, arrière-petits enfants d'immigrés, citoyens français de plein droit, gardent quelque chose de profondément étrange(r)... Le raccourci, aussi grossier qu'il puisse sembler, reste valable aujourd'hui dans de nombreux échanges avec des personnels de l'Éducation nationale et, triste constat, avec un grand nombre d'acteurs publics et de citoyens.

Avec nos moyens, faibles mais croissants, non négligeables mais fragiles, nous avons donc agi. Tout d'abord par l'organisation de rencontres-débats tout public sur le principe des universités populaires, afin de mettre en lumière, en discussion, des sujets évidents mais guère séduisants : les mécanismes des discriminations ethniques et raciales, l'histoire de l'immigration et celle des quartiers populaires... Une moyenne de dix séances publiques chaque année, avec des enregistrements audio disponibles en ligne, de la documentation – plus de 2 000 ressources aujourd'hui accessibles à tous et à tout moment.

Nous avons aussi réalisé, avec le centre régional de documentation pédagogique (CRDP), un catalogue de ressources culturelles et pédagogiques, la plupart étant des productions associatives, peu ou guère référencées, méconnues, sous-utilisées. Ce travail a ensuite évolué vers une série – en cours – de catalogues « Mémoire du territoire » portant sur différents grands territoires de Marseille (Littoral Nord, Vallée de l'Huveaune, Grand Saint-Barthélemy). Reconnus par l'inspection pédagogique régionale d'histoire-géographie, ils sont diffusés dans tous les établissements scolaires et équipements socioculturels concernés.

Nous avons aussi proposé et organisé des séminaires dans des établissements scolaires, des centres sociaux ou des syndicats, à des publics mélangés, sur les questions de violence et d'approche identitaire des publics scolaires, sur la professionnalité enseignante, sur l'enseignement de l'histoire de l'immigration, sur la territorialisation des politiques éducatives, sur les relations familles-école, la laïcité... en s'appuyant à chaque fois sur des intervenants de qualité, reconnus nationale-ment, voire internationalement.

Enfin, nous nous sommes lancés dans la petite production de films documentaires afin de disposer d'outils d'échange et de formation pour des espaces professionnels ou citoyens. « Le chant des possibles. Vivre et grandir au lycée Nord », sorti en décembre 2012, donne la parole à six lycéens de filière générale, autant de points de vue subjectifs et incarnés sur ce qu'est une scolarité en ZEP, la famille, le quartier, l'avenir... « La République à l'école des quartiers populaires », sorti en novembre 2014, est une place faite à la réflexion, au ressenti et aux interpellations de huit parents d'élèves des quartiers Nord de Marseille.

Cette liste, non exhaustive, pose notamment la question de la possibilité même d'agir. Si Marseille et sa région présentent tous les atouts de la diversité culturelle, elles sont tout autant marquées par la ségrégation sociospatiale et la très grande pauvreté. Cette situation est ancienne, complexe, installée... L'aborder à travers le prisme de l'éducation n'a rien d'évident, et pourtant l'école y joue un rôle non négligeable.

Nous faisons sans cesse l'expérience d'institutions locales (scolaires et non scolaires) prudentes, pour ne pas dire timorées, principalement soucieuses de ne pas faire « exploser la cocotte-minute » marseillaise. Est-ce une politique locale ? La déclinaison d'orientations nationales ? Un regard sur des départements voisins permet de voir qu'il est possible de faire autrement. Mais la frilosité n'est pas une spécificité marseillaise. Les nombreuses réformes qui se succèdent depuis plus de vingt ans affectent lourdement le tissu associatif mais aussi les institutions ; la réforme territoriale, par la suppression de la clause de compétence générale, ne fera qu'accentuer ces difficultés.

Malgré tout, ailleurs comme ici, il est toujours des professionnels pour prendre leurs responsabilités et accepter de faire place aux sujets qui fâchent sans chercher la facilité des fausses réponses d'affichage. Ainsi,

depuis neuf ans, nous essayons de trouver des interlocuteurs ou demandeurs, des contextes politiques favorables.

Cela se fait parfois simplement quand l'association dispose de moyens humains et/ou financiers, d'un peu de liberté d'action, d'une légitimation de ses compétences et objets de travail. Ainsi les actions citées précédemment ont pu voir le jour de manière officielle et reconnue.

Cela percute souvent de très nombreux murs, quand l'association est exsangue financièrement, quand les institutions peu à peu sont étouffées par un « moins-disant » politique, quand la formation initiale ou continue des personnels se réduit à un apprentissage de la « gestion » des publics ou des situations, quand les professionnels sont à ce point laminés ou écœurés que l'ordinaire est déjà un trop grand chantier. Nous en sommes là.

## **D**U LOCAL AU NATIONAL, MÉANDRES D'UN PARCOURS

Notre place tient à notre crédibilité, et celle-ci tient tout d'abord au local : des enseignants, des chefs d'établissement, des directeurs de centres sociaux, des responsables des services départementaux ou rectoraux ont expérimenté un travail avec ACT et ont vu que notre singularité n'était pas dépourvue d'un très sérieux outillage.

Les rencontres proposées par ACT sont construites comme un espace-temps de respiration, où nous faisons le pari ensemble de

l'intelligence des situations, des relations, au service de la reconnaissance des populations « illégitimes ». Ces espaces échappent ainsi à la seule rationalité clamée par l'école de la République et laissent place à la poétique des rapports humains, faits d'engagement et de constante réflexion sur l'incertitude de nos savoirs et affects.

Cette démarche suppose de se laisser surprendre, étonnés, engagés par ce qui surgit de nos situations vécues, de nos singularités, de nos contradictions, en empruntant des chemins de traverse, de créativité et d'innovation qui aujourd'hui font peur à l'institution scolaire.

Les questions que nous soulevons – discrimination, ethnicité, ségrégation – sont au cœur des maux de l'école, et il ne suffit pas de dire « laïcité », « participation des familles » ou « éducation prioritaire » pour avancer. Le mal est profond, mais il reste possible, nécessaire même, de ne pas renoncer, de croire que l'éducation n'est pas qu'une « chose » scolaire, que l'espace scolaire lui-même doit être enfin doté de lieux d'expression et d'analyse du travail, d'écoute et d'inclusion de la société, dont l'école est un rouage important.

Les populations les plus défavorisées ne sont pas démunies de tout, et elles sont probablement les plus attachées à un grand service public de l'Éducation. De même, de nombreuses associations et collectifs ont des singularités précieuses à partager. Ce sont des forces dont il est vain de se priver, même si elles ne sont pas conformes aux codes ou aux images en vigueur. Il n'est pas possible de penser et de bâtir une école de l'égalité sans ses utilisateurs et tous ses acteurs.

**DAMIEN BOISSET**

**SORAYA GUENDOUZ-ARAB**

association Approches Cultures & Territoires (ACT)

[www.approches.fr](http://www.approches.fr)